

L'assemblée générale des délégués de labos se constitue en « Coordination Nationale des Laboratoires en Lutte avec les organisations syndicales et associatives »

Jeudi 12 mars s'est tenue l'assemblée générale des délégués de laboratoires. Plus de 580 personnes, dont 480 étaient dûment mandatées par leur laboratoire ont rempli le grand amphithéâtre de l'institut océanographique. Représentant toutes les régions et tous les organismes, ils ont manifesté leur colère face à la situation que crée l'obstination du gouvernement à ne pas vouloir négocier sur l'ensemble du contentieux revendicatif des universités et de la recherche, notamment sur les questions aussi cruciales que l'emploi et l'avenir des organismes de recherche.

En début de rencontre, la situation désastreuse actuelle de la recherche publique à l'université et au sein des EPST a été rappelée : éclatement du CNRS en instituts, transformation de l'INSERM en agence de financement, dilution de l'INRA dans un consortium, transfert de personnels de l'IRD à l'Université, contrat d'objectifs sans moyens du CEMAGREF, l'INRIA transformé en laboratoire de la réforme, la mise en cause du lien enseignement -recherche à l'Université avec le décret sur le statut des enseignants-chercheurs, la désUMRisation,°...

Les délégué-es ont appelé l'ensemble de leurs collègues titulaires et précaires à amplifier la mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche et à organiser de nouvelles assemblées générales de compte-rendu. Ils ont exigé que les négociations s'ouvrent sur l'ensemble des revendications de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ils ont notamment demandé le rétablissement de tous les emplois supprimés, la mise en place d'un plan pluriannuel de recrutement et l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche.

Ils ont décidé de mettre en place un calendrier d'actions et de maintenir les liens en créant une "Coordination Nationale des Laboratoires en Lutte avec les organisations syndicales et associatives "

L'assemblée générale a voté des orientations revendicatives et une motion sur l'action. Elle a appelé aux grèves et manifestations du 19 mars avec tous les salariés. Après la clôture des débats, elle s'est rendu en cortège au ministère pour remettre un carton rouge à la ministre.

Paris, le 16 mars 2009

Signataires :

CGT (SNTRS, INRA, FERC-SUP)

FSU (SNCS, SNESUP)

SGEN-CFDT

UNSA

SNPRES-FO

SUD Recherche

SUD Education

SLR

SLU